Wolfowitz reconnu coupable par la Banque mondiale

Le président de l'institution est accusé de népotisme

- VIH/Sida - Instances internationales -

Par Sonya FAURE - mercredi 9 mai 2007

Wolfowitz s'ensable. La commission spéciale chargée d'étudier son dossier a estimé que le président de Banque mondiale s'est bien rendu coupable de conflit d'intérêts en intervenant dans le processus de promotion et d'augmentation de sa compagne, Shaha Riza. Son maintien à la tête de l'institution est plus que jamais compromis. Pour en finir avec le scandale de népotisme qui vise Paul Wolfowitz depuis maintenant un mois, le conseil d'administration de la Banque mondiale avait chargé un petit nombre d'administrateurs d'examiner dans les détails ces accusations. Ils ont fini leurs travaux en fin de semaine dernière et transmis leurs conclusions à l'intéressé, qui avait jusqu'à hier pour y répondre. « Erreur ». Pour sa défense, Paul Wolfowitz répète qu'il a agi dans la plus grande transparence vis-à-vis du conseil d'administration et dénonce une « campagne calomnieuse » destinée à l'évincer de la présidence de la Banque pour des raisons politiques. Et reconnaît juste avoir commis une « erreur ». Le document de la commission spéciale comme la défense du président seront transmis aux administrateurs de la Banque mondiale, qui devront se prononcer sur l'avenir de l'ancien numéro 2 du Pentagone - l'un des promoteurs de la guerre en Irak - au sein de l'institution. Peut-être vendredi, selon l'agence de presse Reuters. Mauvais signe, la Maison Blanche, qui l'a jusqu'à présent soutenu bec et ongle, commence à prendre ses distances... Tout en renouvelant son soutien à Wolfowitz, le porte-parole de la présidence américaine, Tony Snow, a éludé la question lui demandant si le président George W. Bush continuait à insister pour que Paul Wolfowitz reste à la tête de la Banque mondiale. « Les discussions en ce moment ne se tiennent pas entre l'administration américaine et la Banque mondiale, elles se tiennent entre M. Wolfowitz et la Banque mondiale, et je crois qu'il est approprié de laisser le processus se dérouler plutôt que d'essayer de nous en mêler. » Lundi, l'affaire Wolfowitz avait fait une première victime : Kevin Kellems, l'un de ses plus proches conseillers, a démissionné. Ancien du Pentagone, nommé à la BM par Wolfowitz, il touchait 240 000 dollars par an pour un poste d'attaché de presse. « Ethique ». Au contraire des Etats-Unis, plusieurs pays européens comme l'Allemagne, la Norvège ou la France souhaitent que le président de la BM démissionne à son tour. « C'est impossible pour la Banque mondiale d'aller parler partout de la bonne gouvernance sans qu'il y ait une bonne gouvernance à l'intérieur de la Banque », estime le ministre belge Didier Reynders. Surtout que Paul Wolfowitz avait fait de « l'éthique » la priorité de son mandat. Il se vantait même d'avoir doublé le personnel du « département d'intégrité publique » pour mieux traquer les cas de corruption au sein de la Banque mondiale. Ils vont visiblement avoir fort à faire.